



D A N E

Philippe BERTHIAU
Secrétaire général adjoint

Monsieur Philippe de LADOUCETTE

Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75379 – PARIS Cedex 08

Objet : consultation publique sur le TURPE 4

Paris, le 14 août 2013



Monsieur le Président,

Acteur engagé dans les choix de politique énergétique de la France et soucieux de la dynamique industrielle qui en résulte, l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français est extrêmement attentif à toutes les évolutions du secteur énergétique français et en particulier aux conditions de régulation qui le régissent. Il est en effet convaincu que seul un cadre de régulation clair, stable et favorable aux investissements permettra de relever les défis, et notamment ceux posés par la transition énergétique.

Première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Electriques et Gazières et en particulier des différents gestionnaires français des réseaux de distribution d'électricité, la CFE-CGC Énergies considère que la consultation publique que vous avez lancée le 9 juillet 2013 lui donne l'opportunité de contribuer à la construction tarifaire qui se révèle déterminante pour l'avenir du service public associé à la distribution d'électricité et les conditions de travail des salariés de ces entreprises. Ces positions ont été au cœur des multiples courriers que la CFE-CGC Energies vous a adressés les 16 juillet 2012, 10 décembre 2012 et 27 février 2013, en réponse à vos consultations publiques précédentes sur TURPE 4 ou sur TURPE 3 bis.

A cet égard, la CFE-CGC considère que la récente décision du Conseil d'Etat ne doit pas être l'occasion de faire table rase des différentes réflexions sur TURPE 4 qui ont pu être exprimées au cours de l'année 2012. Il est en effet plus que jamais indispensable de placer le TURPE dans une vision économique de long terme, donnant de la visibilité, couvrant l'ensemble des coûts et garantissant une juste rémunération des actifs qui seule offre un cadre favorable aux investissements industriels .

La conviction de l'encadrement, réaffirmée à l'occasion du Débat National sur la Transition Energétique et partagée par l'ensemble des participants, est que les réseaux électriques, notamment de distribution, joueront un rôle central dans la transition énergétique. Ils sont en effet au cœur des évolutions à venir

CFE-CGC Énergies
59 rue du Rocher
75008 PARIS
Tél. : 01 55 07 57 00
Fax : 01 55 07 57 27
www.cfe-energies.com
contact@cfe-energies.com

dans le paysage électrique français mais aussi des enjeux de sécurité d'approvisionnement électrique et plus largement de compétitivité énergétique de la France.

Pour la CFE-CGC Énergies, relever l'ensemble de ces défis suppose d'investir. Ce sont ces efforts d'investissements dans les réseaux de distribution qui permettront d'assurer la qualité des outils industriels que sont les infrastructures de réseaux, qu'il s'agisse de leur renouvellement, de leur modernisation, de leur développement ou de leur sécurisation. Ils contribueront à préserver le tissu industriel, à favoriser l'innovation, à préparer les technologies de demain, à soutenir le développement des nouveaux usages comme les filières industrielles et à réussir l'immense gageure du renouvellement des compétences.

Ainsi, si les ambitions pour les réseaux de distribution d'électricité sont claires, il est indispensable que le cadre tarifaire puisse offrir une réponse adaptée et donner les moyens et incitations à la hauteur de ces ambitions.

C'est bien dans cette perspective que la CFE-CGC Énergies ne peut que partager la vision de la Cour des Comptes selon laquelle *« les besoins d'investissements sur le réseau de distribution augmenteront dans les années à venir pour maintenir le niveau de qualité de l'électricité (temps de coupure moyen en hausse entre 2000 et 2010) et moderniser le réseau (raccordement des énergies renouvelables et mise en place d'un compteur communicant) »*. Ce besoin d'investissements en hausse a été unanimement reconnu par les membres du Groupe de Travail Distribution du Débat National sur la Transition Énergétique et vous avez saisi l'opportunité de votre audition par ce groupe de travail pour confirmer ces ambitions pour les réseaux de distribution et la nécessité de définir un cadre réglementaire clairement favorable aux investissements.

C'est pourquoi la CFE-CGC Énergies revendique une nouvelle fois, et avec force, un cadre réglementaire stable et une trajectoire tarifaire qui permettent réellement aux gestionnaires de réseaux de financer des investissements en hausse :

- Face à la nécessité de *« soutenir durablement une trajectoire d'investissements à la hausse »*, la hausse du TURPE apparaît à la fois inévitable et indispensable tout comme la régulation incitative doit rester en adéquation avec son objet et proscrire toute logique punitive, afin de privilégier la réussite des défis industriels.
- Convaincue que l'approche économique et la dimension industrielle vont de pair, la CFE-CGC Énergies demande que la logique économique reste au cœur de la construction du TURPE, tout en l'adaptant aux conclusions du Conseil d'État. Nous considérons ainsi que le tarif d'acheminement des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité doit être construit selon la même logique que le tarif d'acheminement Transport TURPE HTB et que les tarifs d'acheminement de gaz ATRD et ATRT.
- La CFE-CGC Énergies considère que la « méthode alternative » décrite dans votre proposition cumule les désavantages : pas d'incitation à investir, vision purement comptable et non économique, possibilité de recours juridique. Au-delà, la mise en œuvre de cette méthode semble d'une complexité importante et ne répond pas au besoin d'un cadre réglementaire stable.
- Le niveau du taux de rémunération moyen des actifs gérés par le gestionnaire de réseaux est une question centrale car il donne une vision de long terme sur l'opportunité à investir dans les réseaux de distribution. En proposant une méthode offrant une « rémunération marginale des nouveaux investissements » mais conduisant dans le même temps à une très forte baisse de la

rémunération des investissements passés, vous proposez que le taux moyen réel de rémunération de l'ensemble des actifs gérés par les gestionnaires de réseaux tombe à 3,2 %. Outre que rien ne justifie que ce taux soit aussi faible et bien inférieur aux standards européens de régulation, la Commission de Régulation de l'Energie prend le risque, en faisant une proposition conduisant à réduire significativement la rémunération des investissements passés, de démontrer qu'aucune garantie n'est acquise quant à la rémunération des investissements. De telles incertitudes sont de nature à décourager la mobilisation des capitaux et donc à aller à l'encontre des objectifs d'incitation à l'investissement.

Pour toutes ces raisons, la CFE-CGC Energies recommande à la Commission de Régulation de l'Energie de retenir une autre méthodologie plus à même de soutenir une trajectoire d'investissements à la hausse et de créer un cadre tarifaire favorable à l'investissement. En s'appuyant sur les capitaux réellement engagés par les investisseurs sur les réseaux de distribution, c'est en effet la seule méthodologie offrant une véritable incitation à investir dans le futur et à ne pas regretter les investissements passés, une lisibilité pour toutes les parties prenantes au service public de distribution, ainsi qu'une cohérence et une stabilité par rapport aux logiques antérieures. Cette approche, plus économique et industrielle, est d'ailleurs celle aujourd'hui retenue et éprouvée par la plupart des régulateurs.

La CFE-CGC Energies espère que son analyse et sa recommandation seront étudiées avec attention par vos services afin que les salariés des gestionnaires de réseaux de distribution puissent voir dans le cadre réglementaire proposé une incitation à investir qui contribue dès lors à améliorer la qualité du service public.

En vous en remerciant par avance, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'B' followed by a horizontal line and a final flourish.

PJ : copie des courriers du 16 juillet 2012, du 10 décembre 2012 et du 27 février 2013



Christian TAXIL
Secrétaire Général

Monsieur Philippe DE LADoucETTE
Commission de Régulation de l'Energie
Président
15, rue Pasquier

75379 – PARIS CEDEX 08

Paris, le 27 février 2013

Objet : Consultation publique «TURP 3 bis »

Monsieur le Président,

L'encadrement des entreprises du secteur énergétique français, acteur central de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France, est particulièrement attentif aux conditions réglementaires et régulateurs qui régissent ce secteur et veille à ce qu'elles préservent l'investissement dans le capital industriel et humain.

Comme nous avons déjà pu vous en faire part dans nos réponses aux différentes consultations que vous avez organisées au cours de l'année 2012 sur le TURPE 4, la CFE-CGC Energies est pleinement convaincue que les réseaux électriques, notamment de distribution, sont au cœur des évolutions des systèmes électriques auxquelles la transition énergétique comme le développement des énergies décentralisées intermittentes et des nouveaux usages électriques vont conduire. Pour la CFE-CGC Energies, la priorité doit donc être de tout mettre en œuvre pour permettre aux gestionnaires de réseaux d'investir et d'innover afin de relever les défis industriels auxquels ils sont confrontés.

La consultation publique que la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a lancée sur l'élaboration des tarifs d'utilisation du réseau public d'électricité à la suite de l'annulation de la décision TURPE 3 par le Conseil d'Etat a donc retenu toute l'attention de la CFE-CGC Energies.

De manière générale, l'encadrement considère qu'il est de la responsabilité de la CRE de garantir un cadre réglementaire et une trajectoire tarifaire adaptés au besoin de financement d'investissements sur les réseaux de distribution qui sont en hausse. Considérant que les gestionnaires de réseaux de distribution français sont déjà les moins bien rémunérés d'Europe, eu égard au caractère punitif de la régulation incitative française et de la faiblesse de la rémunération du capital investi qui leur est offerte, la CFE-CGC Energies est donc particulièrement attachée à la préservation des revenus tarifaires des distributeurs sur la période couverte par le TURPE3. Force est malheureusement de constater que la CRE propose bel et bien de diminuer la rémunération des distributeurs alors que seule la méthodologie pour déterminer la rémunération du capital avait été remise en cause par le Conseil d'Etat et que le niveau de revenus tarifaires n'avait lui pas été remis en cause. Cette baisse du niveau des revenus TURPE 3, quel qu'en soit le niveau, est inacceptable dans un contexte où les besoins d'investissement des distributeurs sont importants pour préparer la transition énergétique voulue par le gouvernement.

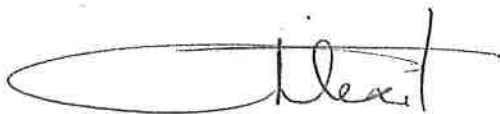
CFE-CGC Énergies
59 rue du Rocher
75008 PARIS
Tél. : 01 55 07 57 00
Fax : 01 55 07 57 27
www.cfe-energies.com
contact@cfe-energies.com

Au-delà de l'élément central que constitue la préservation des revenus tarifaires des distributeurs, la consultation publique que vos services ont lancée appelle les remarques suivantes :

- Après un TURPE 1 construit sur une logique comptable, puis un TURPE 2 sur une logique économique, la proposition de vos services est de nouveau basée sur des considérations comptables. Comme par ailleurs TURPE 4 HTB est construit sur une logique économique, il n'est pas à exclure que TURPE 4 HTA et BT soit de nouveau construit sur une logique économique. Tous ces changements successifs de référentiel sont générateurs d'instabilité, ne créent pas un cadre lisible et incitatif pour les investissements et participent à la fragilisation des distributeurs comme de l'activité économique de l'ensemble de la filière électrique. La CFE-CGC Energies considère qu'il est préférable de maintenir la logique économique, méthode de référence retenue par la CRE pour les autres gestionnaires de réseaux et la plus utilisée à travers le monde par les régulateurs, tout en l'adaptant aux conclusions du Conseil d'Etat. Ceci garantira un cadre de régulation stable, réellement incitatif pour investir et correspondra davantage aux standards européens.
- La consultation indique que les incitations relatives aux investissements et à la maîtrise des coûts perdent de leur pertinence. La CFE-CGC Energies s'oppose vigoureusement à la position exprimée de faire table rase des efforts de productivité des salariés d'ERDF. TURPE 3 exigeait en effet des gains de productivité importants et incitait même ERDF à faire de la sur-productivité, en lui promettant de garder 50 % de ces gains complémentaires. Les délibérations successives de la CRE ont d'ailleurs reconnu des gains de sur-productivité de 27 M€, 67 M€ et 100 M€ respectivement sur les années 2009, 2010 et 2011. Ceci est le résultat des efforts de l'ensemble du corps social d'ERDF. Il n'est donc pas acceptable que la CRE ignore cette contribution majeure des agents d'ERDF à la maîtrise des coûts de l'énergie.
- La CFE-CGC Energies regrette enfin le report de la mise en œuvre de TURPE 4 au 1^{er} janvier 2014 qui diffère d'autant la hausse des tarifs pourtant nécessaire au financement des programmes d'investissements des distributeurs.

Plus globalement, la CFE-CGC Energies considère que les travaux de la Commission de Régulation de l'Energie gagneraient à tenir compte des recommandations que la Cour des Comptes vient d'émettre dans son dernier rapport annuel. En reconnaissant l'intérêt de l'organisation nationale de la distribution publique d'électricité et en formulant de nombreuses recommandations qui vont dans le sens d'une politique d'investissements industriels à la hauteur des enjeux tout en insistant sur la fragilité du modèle actuel et sur la nécessité de le rationaliser, la Cour des Comptes a en effet clairement établi une feuille de route qui doit permettre au service public de distribution de relever les nombreux défis auxquels il est confronté. C'est de l'intérêt du pays, c'est aussi de l'intérêt de ses filières industrielles, c'est enfin de l'intérêt des salariés que la CFE-CGC Énergies représente !

Vous remerciant pour l'attention que vous portez aux analyses de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.





Christian TAXIL
Secrétaire Général

Monsieur Philippe DE LADoucETTE
Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75379 – PARIS CEDEX 8

Paris, le 10 décembre 2012

Monsieur le Président,

L'encadrement des entreprises du secteur énergétique français est depuis plusieurs années un acteur central de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France, il est donc extrêmement attentif aux évolutions du secteur énergétique et aux conditions de régulation qui s'y appliquent.

La consultation publique que la Commission de Régulation de l'Energie avait lancée au mois de juin de cette année sur le cadre de régulation des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité avait déjà retenu toute l'attention de la CFE-CGC Énergies, première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français. Dans notre courrier du 16 juillet 2012, nous vous avons apporté notre réponse à cette consultation et livré notre analyse du cadre de régulation nécessaire à l'avenir des réseaux publics d'électricité. Notre rencontre du 24 septembre 2012 nous a permis de vous détailler plus avant nos convictions.

La CFE-CGC Énergies considère par conséquent que cette nouvelle consultation sur les quatrième tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité lui donne l'opportunité de rappeler et de préciser sa position sur l'avenir des services publics de transport et de distribution d'électricité.

La volonté politique clairement affirmée d'engager la transition énergétique comme les orientations annoncées par la Commission européenne dans sa communication du 15 novembre ont renforcé l'encadrement dans sa conviction que les réseaux électriques, de transport comme de distribution, sont au centre de la transition énergétique engagée en France comme dans de nombreux pays européens. La prise de conscience allemande, quoique tardive, que leur transition énergétique appelée Energiewende ne pourra pas faire l'économie d'investissements massifs dans les réseaux électriques en est la parfaite illustration. Pour la CFE-CGC Énergies, les réseaux électriques sont donc à l'évidence au cœur des évolutions auxquelles va conduire cette transition énergétique, caractérisée par la décarbonation du mix de production électrique, le développement des énergies décentralisées et la nouvelle géographie des moyens de production électrique.

Permettre à la France de profiter de sa position privilégiée en Europe pour être au cœur de l'intégration du système électrique européen via le développement des interconnexions, développer et renforcer les réseaux électriques face à l'essor des énergies renouvelables, les moderniser pour relever les défis du vieillissement du patrimoine et de la qualité de fourniture, préparer l'avenir en développant les réseaux électriques intelligents et améliorer l'efficacité énergétique... les défis industriels, techniques et technologiques mais aussi humains auxquels sont confrontés les gestionnaires de réseaux électriques français sont majeurs. Ils le sont d'autant plus que l'évolution des usages de l'électricité



devrait être au cœur du modèle français de transition énergétique, qu'il s'agisse des usages électriques domestiques dont la pilotabilité est un vecteur efficace d'efficacité énergétique ou de l'essor annoncé du véhicule électrique. L'encadrement considère par conséquent que l'ensemble des acteurs du secteur énergétique français, Commission de Régulation de l'Énergie en tête, doit tout mettre en œuvre pour relever ces défis et les réussir.

Pour la CFE-CGC Énergies, relever ces défis suppose d'investir massivement dans les réseaux électriques, investir pour assurer la qualité de ces outils industriels, préserver le tissu industriel, innover, préparer les technologies de demain, soutenir les filières industrielles et réussir l'immense gageure du renouvellement des compétences. Dans un contexte où la faiblesse de la croissance de la demande d'électricité comme les objectifs en matière d'efficacité énergétique ne permettent plus le financement des investissements par la seule croissance de la demande, la CFE-CGC Énergies revendique avec force une régulation adaptée et une trajectoire tarifaire qui permettent aux gestionnaires de réseaux de financer leurs investissements et qui s'inscrivent dans une vision industrielle de long terme. En clair, la hausse du TURPE nous apparaît indispensable pour couvrir l'ensemble des coûts, seul moyen de garantir la soutenabilité industrielle et économique des activités des gestionnaires de réseaux.

Au-delà de ces principes généraux auxquels la CFE-CGC Énergies est particulièrement attachée, la consultation publique que vos services ont lancée appelle de notre part les remarques suivantes :

- Pour les gestionnaires de réseaux, la rémunération du capital est l'élément central qui leur permet d'investir et de préparer l'avenir. Au regard des défis qu'ils doivent relever, ils doivent à l'évidence bénéficier d'un taux de rémunération du capital investi (CMPC) réellement adapté et attractif pour qu'ils soient en mesure d'investir et que leurs actionnaires soient incités à soutenir leurs trajectoires d'investissements. Le pragmatisme dont fait preuve le régulateur britannique (OFGEM) pour offrir un cadre réglementaire stable et favorable à l'investissement est à ce titre exemplaire.

En particulier, la CFE-CGC Énergies considère, eu égard aux particularités du système électrique français qui rendent les investissements dans les réseaux électriques, notamment de distribution, encore plus indispensables qu'ailleurs en Europe (rôle central des réseaux de distribution auxquels sont raccordés 95 % des énergies renouvelables, développement des nouveaux usages de l'électricité, faible densité du territoire français...), que rien ne justifie que le taux de rémunération du capital offert à ERDF reste parmi les plus faibles en Europe, à en croire les derniers travaux de l'OFGEM (« Consultation on strategy for the next electricity distribution price controls - RIIO-ED1 - 28 sept 2012 »).

Dès lors, l'impérieuse nécessité de voir le distributeur réussir son ambition industrielle amène la CFE-CGC Énergies à réclamer une hausse du CMPC proposé pour ERDF afin de prendre en compte l'ensemble des risques pesant sur ERDF et de réduire l'écart de rémunération avec le gestionnaire du réseau de distribution gazier que rien ne justifie.

En outre, la CFE-CGC Énergies s'étonne de la prise en compte, dans la détermination du CMPC, d'une part de dette de 60 % alors que l'endettement actuel d'ERDF est nul et que le recours à la dette doit être strictement limitée à des projets spécifiques de développement.



En effet, l'encadrement considère que la bonne gestion des investissements d'un gestionnaire de réseau doit conduire au maintien de l'outil industriel par des investissements réguliers, financés par la seule capacité d'autofinancement générée par la rémunération des charges de capital. A minima, la méthode de calcul du CMPC doit être adaptée à la réalité du modèle économique et de la structure du capital du distributeur comme de ses modalités de financement.

En conclusion, la CFE-CGC Energies souhaite que le régulateur accorde aux gestionnaires de réseau les moyens nécessaires à la poursuite de leurs objectifs et à des trajectoires haussière d'investissements en adaptant le cadre tarifaire pour qu'il offre une rémunération du capital attractive.

- Tout aussi importante est la stabilité du cadre de régulation. En effet, la vision industrielle de long terme que requiert une activité de gestion d'infrastructures par nature fortement capitalistique impose d'être en capacité d'anticiper les trajectoires d'investissements. La CFE-CGC Énergies est par conséquent favorable à des tarifs d'utilisation des réseaux conçus pour s'appliquer sur une durée relativement longue et juge indispensable que les gestionnaires de réseaux électriques bénéficient d'un cadre réglementaire qui soit stable et donc par conséquent juridiquement solide.

A cet égard, la CFE-CGC Energies considère que la récente décision du Conseil d'Etat doit être l'opportunité pour la Commission de Régulation de l'Energie de mieux prendre en compte dans le modèle réglementaire la réalité du modèle économique de la distribution publique d'électricité, des spécificités du modèle concessif français de distribution et des risques qui y sont associés.

- Si la CFE-CGC Energies comprend les objectifs recherchés par la régulation incitative, il n'en reste pas moins que celle-ci n'est efficace que si elle est juste, compréhensible, proportionnée et réellement incitative, ce qui signifie que les objectifs sont atteignables et que les leviers pour les atteindre sont maîtrisables. A défaut, cette régulation apparaîtra plus punitive qu'incitative, ne sera pas comprise par les salariés et finalement s'opposera à la réussite des défis industriels des gestionnaires de réseaux.

En particulier, l'encadrement considère que les objectifs de qualité d'alimentation proposés à ERDF apparaissent difficilement accessibles et qu'ils ne tiennent aucunement compte de la sensibilité intrinsèque des réseaux de distribution aux aléas climatiques. Ceci conduit la CFE-CGC Énergies à être favorable à la prise en compte de cette sensibilité dans les mécanismes de régulation incitative du distributeur, qu'il s'agisse de l'introduction des coupures pour travaux dans le critère de régulation relatif à la durée moyenne de coupure ou de la désensibilisation partielle aux aléas climatiques non exceptionnels du critère B. Cette évolution permettrait de mieux traduire les efforts de performance industrielle et d'amélioration de la qualité du service public du gestionnaire de réseaux et de ses salariés, à condition toutefois que les moyens alloués au gestionnaire de réseau le permettent.

CFE - CGC Energies

55, rue de la République

93000 Levallois-Perret

Tel : 01 47 54 01 10 - 40

Fax : 01 47 54 01 22

www.cfe-cgc-energies.fr

- La CFE-CGC Energies réaffirme son analyse des conséquences sur la régulation de la maîtrise d'ouvrage assurée par les autorités concédantes en zone d'électrification rurale. Celles-ci investissent dans les réseaux publics de distribution tout en en faisant supporter les coûts par ERDF de manière directe (redevances) ou indirecte (financement des aides aux collectivités locales via le Compte d'Affectation Spéciale Electrification Rurale), sans régulation possible par ERDF. Les volumes de travaux, leur financement comme leur pertinence technique et économique n'étant en rien décidés ni maîtrisés par ERDF, il est dès lors logique d'intégrer ces flux financiers dans le périmètre du CRCP et de les exclure des charges maîtrisables dans le mécanisme d'incitation.

L'encadrement est convaincu que l'efficacité de la régulation passe par son application à l'ensemble des acteurs concourant au service public de distribution, et non au seul gestionnaire de réseaux, ce qui conduirait à la mise en œuvre d'une régulation incitative sur les investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrage concédante. En clair, la CFE-CGC Energies considère que la Commission de Régulation de l'Energie gagnerait à adapter le cadre de régulation à la réalité du modèle économique de la distribution publique d'électricité et à ne plus nier ses spécificités concessives. Cette mise en cohérence du cadre de régulation tarifaire avec les mécanismes de l'économie concessionnaire permettrait ainsi de mieux allouer les ressources du service public de distribution, en particulier vers les défis industriels portés par les réseaux de distribution.

- La mutation des systèmes électriques, et en particulier l'émergence des réseaux électriques intelligents, place les gestionnaires de réseaux face à de véritables défis technologiques et à la nécessité de préparer les réseaux du futur. Leurs efforts de recherche et d'innovation doivent donc être renforcés dans les prochaines années. La CFE-CGC Énergies est par conséquent favorable, pour stimuler l'innovation, à l'exclusion des dépenses de R&D du périmètre des charges maîtrisables.
- la CFE-CGC Énergies considère enfin que les impératifs de qualité et de proximité du service public de distribution (amélioration de la qualité de service pour les consommateurs et de la relation avec les territoires) sont prioritaires et qu'ils doivent être accompagnés de moyens suffisants. Dans ce contexte, la CFE-CGC Energies regrette la décision consistant à faire supporter au gestionnaire de réseau une partie des coûts de gestion clientèle des fournisseurs, réduisant d'autant les ressources consacrées à l'amélioration du service public et à la préparation de l'avenir.

Vous remerciant pour l'attention que vous portez aux analyses de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

p.o.




Christian TAXIL
Secrétaire Général

Monsieur Philippe DE LADOUCETTE

Commission de Régulation de l'Energie

15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 8

Paris le 16 juillet 2012

Monsieur le Président,

L'encadrement des entreprises du secteur énergétique français est depuis plusieurs années un acteur central de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France, il est donc extrêmement attentif à toutes les évolutions du secteur énergétique et en particulier aux conditions de régulation qui s'y appliquent.

La dernière consultation publique lancée par la Commission de Régulation de l'Energie sur le cadre de régulation des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité a retenu toute l'attention de la CFE-CGC Énergies. Première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Electriques et Gazières, la CFE-CGC Énergies considère que cette consultation lui donne l'opportunité de préciser ses positions sur l'avenir des services publics de transport et de distribution d'électricité.

La conviction de l'encadrement est que les réseaux électriques, de transport comme de distribution, vont prendre une importance croissante dans les années à venir compte tenu des évolutions des systèmes électriques auxquelles la transition énergétique, les évolutions du mix de production électrique comme le développement des énergies décentralisées intermittentes et des usages électriques vont conduire. Approfondir l'intégration européenne via le développement des interconnexions, développer et renforcer les réseaux face à l'essor des énergies renouvelables, les moderniser pour relever les défis du vieillissement du patrimoine et de la qualité de fourniture, préparer les réseaux du futur et améliorer l'efficacité énergétique... les défis industriels auxquels sont confrontés les gestionnaires de réseaux électriques français sont majeurs. L'encadrement considère par conséquent que nous devons collectivement tout mettre en œuvre pour relever ces défis et les réussir.

Pour la CFE-CGC Énergies, relever ces défis suppose d'investir, investir pour assurer la qualité des outils industriels que sont les réseaux, préserver le tissu industriel, innover, préparer les technologies de demain, soutenir les filières industrielles et réussir l'immense gageure du renouvellement des compétences. Relever ces défis, c'est aussi engager la réindustrialisation du pays et garder son avance technologique en matière d'industrie électrique en soutenant les filières industrielles nationales. Dans un contexte où la faiblesse de la croissance de la demande d'électricité comme les objectifs en matière d'efficacité énergétique ne permettent plus le financement des investissements par la seule croissance de la demande comme dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle, la CFE-CGC Énergies revendique avec force un cadre de régulation tarifaire qui permette réellement aux gestionnaires de réseaux de financer leurs investissements et donc de réussir les défis industriels du pays. En clair, la hausse du TURPE nous apparaît à la fois inévitable et indispensable tout comme la régulation incitative doit proscrire toute logique punitive afin de privilégier la réussite des défis industriels.

Pour la CFE-CGC Énergies, les réseaux électriques sont des infrastructures énergétiques essentielles, à caractère éminemment industriel et au cœur d'une mutation énergétique qui engagera le pays comme l'Europe pour des décennies. Elle revendique par conséquent une trajectoire d'investissements des gestionnaires de réseaux électriques qui s'inscrive dans une vision industrielle de long terme et un cadre de régulation tarifaire, aujourd'hui prévu pour une durée de 4 années, qui soit mis en cohérence avec cette vision industrielle de long terme. La CFE-CGC Énergies propose ainsi que cette vision industrielle de long terme soit définie par une Programmation Pluriannuelle des Investissements des Réseaux, de Transport et de Distribution, à l'instar de la Programmation Pluriannuelle des Investissements de production ou du schéma décennal de développement de RTE.

Au-delà des principes généraux du cadre de régulation tarifaire que la CFE-CGC Énergies a tenu à rappeler, la consultation publique que vos services ont lancée appelle de notre part les remarques suivantes :

- La CFE-CGC Énergies est favorable à des tarifs d'utilisation des réseaux conçus pour s'appliquer sur une durée relativement longue, l'activité des gestionnaires de réseaux étant fortement capitalistique et les investissements associés s'inscrivant sur une durée longue, de 40 ans et plus. Une évolution calée uniquement sur l'inflation est en outre à la fois réductrice par rapport à la réalité économique de TURPE 3 mais aussi clairement inadaptée aux besoins d'investissements sur les réseaux.
- Si la CFE-CGC Énergies n'est pas opposée au principe de fonctionnement du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP), elle n'en demeure pas moins critique sur les modalités d'appréciation du CRCP et sur ses différentes composantes. La CFE-CGC Énergies considère également que le taux de rémunération doit davantage refléter les conditions de financement des entreprises gestionnaires de réseaux.

- L'encadrement ne saurait accepter que le mécanisme CRCP confisque les recettes issues de nouvelles prestations, il est par conséquent favorable à l'exclusion du périmètre du CRCP des recettes issues des prestations annexes créées au cours de la période tarifaire. Cette exclusion du périmètre du CRCP permettrait en effet d'améliorer le cadre réglementaire actuel qui ne permet pas actuellement aux gestionnaires de réseaux de développer des prestations en réponse aux attentes des clients et donc d'améliorer la qualité du service public. Plutôt qu'un audit des recettes dont elle ne comprend pas ce qu'il apporterait, la CFE-CGC Énergies privilégie le principe d'une « clause de revoyure » pour ajuster le niveau de recettes autorisées.
- La faculté pour les autorités concédantes d'être maîtres d'ouvrage en zone d'électrification rurale leur permet d'investir dans les réseaux publics de distribution tout en faisant supporter les coûts par ERDF de manière directe (redevance R2) ou indirecte (financement des aides aux collectivités locales via la dotation FACE), sans régulation possible par ERDF. Les volumes de travaux, leur financement comme leur pertinence technique et économique n'étant en rien maîtrisés par ERDF, il est dès lors logique d'intégrer ces flux financiers dans le périmètre du CRCP. Plus globalement, la CFE-CGC Énergies considère qu'une mise en cohérence entre le cadre de régulation tarifaire et les mécanismes de l'économie concessionnaire permettrait de mieux allouer les ressources du service public de distribution, en particulier vers les défis industriels auxquels les réseaux de distribution sont confrontés.
- La CFE-CGC Énergies considère que la régulation incitative sur les charges d'exploitation n'a de sens que si elle est compréhensible, reste proportionnée et repose sur des objectifs atteignables et définis en cohérence avec les moyens donnés aux gestionnaires de réseaux par les ressources tarifaires. A défaut, elle conduirait, comme lors de la période TURPE 3 considérée par la CFE-CGC Énergies comme tendue en matière de charges d'exploitation, à un excès de productivité qui ne peut que conduire à une dégradation de la qualité du service public.

En tout état de cause, le renforcement de la régulation incitative n'apparaît pas devoir être une priorité. Pour la CFE-CGC Énergies, cette régulation incitative doit évoluer vers davantage d'équité via un mécanisme rendu plus symétrique : les gestionnaires de réseaux doivent en effet garder la totalité des excédents par rapport à la trajectoire. Enfin, en cohérence avec le paragraphe précédent, les flux financiers vers les collectivités doivent être exclus des charges maîtrisables dans le mécanisme d'incitation.

- La CFE-CGC Énergies est favorable à la réintroduction des coupures pour travaux dans le calcul de l'incitation sur la durée moyenne de coupure, en recalant le niveau d'exigence global afin qu'il tienne compte de toutes les contraintes qui s'imposent aux gestionnaires de réseaux comme les contraintes réglementaires et les impacts des travaux générés par les autorités concédantes.

Pour autant, la CFE-CGC Énergies n'est pas favorable à l'ajustement de la force de l'incitation sur la durée moyenne de coupure, considérant qu'elle n'entraîne pas automatiquement l'ajustement des moyens associés et que la sensibilité de cet indicateur aux aléas climatiques ne permet pas d'en faire un indicateur pertinent de la performance industrielle des gestionnaires de réseau. Considérant que l'incitation n'est efficace que si on donne les moyens d'atteindre les objectifs, la CFE-CGC Énergies est en revanche favorable à la désensibilisation demandée par ERDF car elle permettrait de mieux traduire les efforts du gestionnaire de réseaux et de ses salariés pour améliorer la qualité du service public, sous réserve que l'ajustement de la force de l'incitation complétée de ce filtrage soit en rapport avec les moyens alloués au gestionnaire.

Plus globalement, sur toutes les questions relatives au renforcement de l'incitation, la CFE-CGC Énergies considère que l'augmentation de la qualité de service et de la satisfaction des clients a un prix et que la force de l'incitation et donc les objectifs doivent être cohérents avec les moyens alloués. Toute élévation du niveau d'exigence doit donc conduire à donner davantage de moyens aux gestionnaires de réseaux mais aussi à intégrer aux objectifs les facteurs externes non imputables aux gestionnaires. Cette logique amène la CFE-CGC Énergies à considérer que l'augmentation du taux de disponibilité du portail SGE de 96 à 98 % est déraisonnable, à douter de l'intérêt de mettre en œuvre une incitation sur la fréquence moyenne de coupure et à penser que la création d'incitations sur les délais d'envoi de proposition de raccordement et de réalisation des travaux doit être accompagnée d'une analyse des facteurs externes.

- La CFE-CGC Énergies partage la position de RTE quant aux marges de manœuvre pour maîtriser le taux de pertes sur le réseau de grand transport.
- Concernant l'incitation en matière de réduction des pertes, la CFE-CGC Énergies considère préférable de fonder l'incitation sur les résultats plutôt que sur les moyens. Pour autant, les incertitudes comme les facteurs indépendants des gestionnaires de réseaux, notamment de distribution, sont encore trop nombreux pour que l'incitation soit strictement objective. Ainsi, au vu de l'accroissement à venir de la précarité énergétique, la CFE-CGC

Energies souhaite que cet enjeu soit pleinement intégré aux réflexions du régulateur en matière de pertes non techniques et que l'appréciation portée sur les efforts des gestionnaires de réseaux pour maîtriser le taux de pertes tienne clairement compte des pertes engendrées par la précarité énergétique. La CFE-CGC Énergies demande également qu'une éventuelle incitation sur le taux de pertes intègre, au-delà de l'impact de la précarité énergétique, l'impact des énergies décentralisées, sur lesquelles les gestionnaires de réseaux n'ont pas de levier d'action.

- Considérant que l'effort de recherche et d'innovation des gestionnaires de réseaux doit être renforcé dans les prochaines années pour relever les défis industriels et technologiques auxquels les réseaux électriques seront confrontés, la CFE-CGC Énergies est favorable à l'exclusion des dépenses de R&D du périmètre des charges maîtrisables. Elle considère en outre que les travaux de R&D doivent s'apprécier dans la durée et ne pas faire l'objet d'incitations strictement financières et court-termistes comme pourrait l'être l'éventuelle restitution des sommes allouées non utilisées.
- La pluralité des investisseurs maîtres d'ouvrage sur les réseaux publics de distribution, la disparité des critères de dimensionnement entre zones urbaines et zones rurales comme le caractère aléatoire et non maîtrisable des contraintes réglementaires et de l'évolution des coûts des matières premières et de main d'œuvre rendent à la fois peu pertinente et inéquitable la mise en place de mesures incitatives sur les seuls coûts unitaires d'investissements d'ERDF. Avant de mettre en place une régulation sur les coûts unitaires d'investissement, il est indispensable d'établir un diagnostic ou point zéro en distinguant les coûts unitaires en fonction du maître d'ouvrage et en fonction de critères dimensionnants tels que urbain / rural.

Nous vous remercions pour l'attention que vous pourrez porter aux analyses de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français. Dans l'attente de vous rencontrer pour compléter nos propos, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

